

## Zimbabwe

*Davy Ndolou*  
*Robert Hitchcock*  
*Ben Begbie-Clench*



Bien que le gouvernement du Zimbabwe ne reconnaisse pas de groupes spécifiques comme constituant des peuples autochtones du pays, deux peuples s'identifient comme tel : les Tshwa (Tjwa, Tsoa, Tshwao, Cuaa) des San, que l'on rencontre à l'Ouest du Zimbabwe, et les Doma (Vadema, Tebomvura) du District de Mbire, dans le Centre-Nord du pays.

Les statistiques démographiques indiquent qu'il y a 2,800 Tshwa et 1,350 Doma au Zimbabwe, soit approximativement 0.03% des 14,030,368 habitants que comptait le pays en 2018.

Beaucoup des Tshwa et des Doma vivent en dessous du seuil de pauvreté et, pris dans leur ensemble, ils constituent l'une des populations les plus pauvres du pays. Les données socioéconomiques disponibles sont limitées pour les deux groupes, bien que des données de référence aient été recueillies pour les Tshwa à la fin de l'année 2013, puis mises à jour en 2018. Les Tshwa comme les Doma pratiquent traditionnellement la chasse-cueillette et continuent de dépendre, dans une certaine mesure, des ressources végétales, animales et d'insectes sauvages. La plupart des ménages ont des économies diversifiées, travaillant souvent pour des membres d'autres groupes dans les domaines de l'agriculture, du pastoralisme, du tourisme ou dans de petites entreprises.

Les transferts de fonds des membres de la famille et des proches travaillant dans les villes, les exploitations agricoles ou les mines, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, représentent une faible proportion du revenu total des Tshwa et Doma. Comme c'est le cas

pour d'autres Zimbabwéens, certains Tshwa et Doma ont émigré vers d'autres pays, notamment le Botswana, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Zambie, à la recherche d'opportunités génératrices de revenus, d'emplois et d'une plus grande sécurité.

Bien qu'elle se soit quelque peu améliorée ces dernières années, la mise en œuvre des Droits fondamentaux de l'Homme au Zimbabwe reste difficile. Le Zimbabwe est partie à la CERD, CRC, CEDAW, ICCPR et au ICESCR. La présentation de rapports sur ces Conventions est largement en retard, mais des efforts ont été déployés en 2018 pour en satisfaire les exigences. Le Zimbabwe a également voté pour l'adoption de la DNUDPA. Ces dernières années, le Zimbabwe a de même participé à l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, dont la dernière réunion a eu lieu le 2 novembre 2016. Comme de nombreux États africains cependant, le Zimbabwe n'a pas signé l'unique Convention internationale relatives aux Droits de l'Homme concernant les peuples autochtones, soit la Convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux de 1989.

Il n'existe pas de loi spécifique sur les droits des peuples autochtones au Zimbabwe. Toutefois, la langue "Koisian" est désormais inscrite dans la Constitution du Zimbabwe, révisée en 2013, parmi les 16 langues reconnues dans le pays, et il existe une certaine prise de conscience au sein du gouvernement quant à la nécessité de disposer de plus d'informations et de meilleures approches afin de réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des minorités.

### **Elections en 2018**

Des élections nationales ont eu lieu au Zimbabwe du 23 au 31 juillet 2018. Elles ont été remportées par le ZANU-PF (Le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front), et Emmerson Mnangagwa a élu Président. Des plaintes ont été formulées au sujet de distributions partisanses de nourriture, particulièrement dans le Matabeleland Nord, de l'intimidation des électeurs, et de violences survenues avant comme après les élections.<sup>1</sup>

Relativement peu de San ont voté, en partie parce qu'ils ne disposaient pas des documents appropriés, comme les cartes d'identité. Certains ont exprimé le fait que les élections n'étaient qu'un spectacle lointain pour eux, puisqu'ils avaient finalement peu d'opportunités d'y participer.<sup>2</sup>

### **Une précarité économique sérieuse**

Un nombre considérable de Tshwa, de Doma et d'autres Zimbabwéens ont été gravement touchés par le déclin continu de la situation économique du pays en 2018. Les Zimbabwéens, autochtones et autres, espéraient que le nouveau gouvernement d'Emmerson Mnangagwa améliorerait leur situation.

Tant les Doma que les Tshwa ont été confrontés à de la discrimination persistante, à l'insécurité alimentaire, à de faibles niveaux d'emploi, à une participation politique limitée et à un manque d'accès généralisé aux services sociaux cette même année.<sup>3</sup>

Les Doma, les Tshwa, tout comme d'autres travailleurs agricoles au Zimbabwe, ont été affectés par des changements de leurs conditions de vie dans les exploitations commerciales et les petites exploitations agricoles de réinstallation, dans l'ouest et le nord du pays.<sup>4</sup>

Les travailleurs agricoles de l'ouest et du nord du Zimbabwe ont par ailleurs indiqué qu'ils avaient passé plusieurs mois sans salaire en 2018, et certains d'entre eux ont déclaré qu'ils n'avaient pas été pourvus en nourriture par les propriétaires agricoles. Moins de 50 % des Tshwa et des Doma ont été approvisionnés en produits de base par le gouvernement du Zimbabwe ou des ONG dans le cadre de divers programmes menés cette année-là.<sup>5</sup>

### **Politique, législation et autogestion des San**

Il n'y a pas eu de nouvelles politiques ou de nouvelles lois concernant les peuples autochtones et les minorités en 2018. La Constitution du Zimbabwe a été traduite dans la langue San de Tjwao, conformément à la reconnaissance de la langue "Koisan".

La Commission zimbabwéenne des droits de l'homme (ZHRC), qui s'est rendue dans les communautés San du district de Tsholotsho en juin 2016, n'avait toujours pas produit fin 2018, son rapport sur les San.<sup>6</sup>

Quatre représentants du Zimbabwe ont participé à un atelier régional sur les San et l'inclusion, atelier parrainé par le Département du développement économique et social des Nations Unies et qui s'est tenu à Windhoek (Namibie) du 3 au 5 décembre 2018. Deux représentants du gouvernement du Ministère de l'administration locale, des travaux publics et du logement ainsi que deux représentants du *Tsoro-o-tso San Development Trust*, Davy Ndlovu et Christopher Dube, ont assisté à la réunion, la première réunion internationale des San à laquelle ont participé des San du Zimbabwe et des fonctionnaires gouvernementaux.

La seule organisation San au Zimbabwe, le *Tsoro-o-tso San Development Trust* (TSDT) a été très active en 2018. Il s'agit d'une fiducie enregistrée qui défend, promeut et facilite le développement du peuple Tshwao/San au sud-ouest du pays. Le TSDT travaille depuis 2012 à améliorer les moyens de subsistance et le bien-être des communautés San marginalisées et, selon les observateurs, fonctionne efficacement malgré un manque important de ressources.<sup>7</sup>

Avec le soutien de l'*Open Society Institute for Southern Africa* (OSISA), le *Tsoro-o-tso San Development Trust* a organisé une conférence intitulée "*Terre, langue et identité : L'histoire des San au Zimbabwe*" le 16 février 2018 à Bulawayo.<sup>8</sup> Elle faisait suite au lancement du rapport publié en novembre 2017 par le Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), OSISA et le gouvernement zimbabwéens sur les San au Zimbabwe. L'une des questions soulevées lors de la conférence concernait le fait que la réforme agraire n'avait guère profité aux San.<sup>9</sup> Cette conférence, comme d'autres qui abordaient des discussions sur les questions foncières et les droits de l'homme dans le pays, a été surveillée de près par les responsables gouvernementaux.

Les San de Tsholotsho ont par ailleurs écrit une lettre demandant au gouvernement de les laisser choisir leur propre conseiller et chef.<sup>10</sup>

### **Territoire, conservation et moyens d'existence**

Tshwa et Doma subissent des pressions de la part de la police de la République du Zimbabwe et du Département des Parcs nationaux et de la gestion de la faune sauvage,

pour braconnage présumé dans et autour des zones de conservation et des parcs nationaux; certains incidents concernent notamment des éléphants et d'autres animaux tués avec du cyanure, une substance toxique utilisée dans les mines d'or.

En aout 2018, un incident lié à une tentative d'empoisonnement d'animaux sauvages à l'aide d'oranges cyanurées s'est produit dans le Parc national du Zambèze (ZNP). Deux braconniers ont été arrêtés à leur domicile, avec en leur possession du cyanure et du fil de cuivre obtenu illégalement. Ils ont été inculpés pour ces actes criminels, et emprisonnés.

Des dizaines de braconniers ont pour le reste été arrêtés dans la région de Hwange, selon le *Bhejane Trust*, une organisation de conservation à but non lucratif qui surveille les activités de braconnage dans le secteur nord de Hwange et s'engage dans l'approvisionnement en eau pour les animaux et le développement des installations touristiques. La Fondation internationale contre le braconnage a soutenu des opérations de protection de la faune, en collaboration avec les gardes-chasse du Département de la gestion des Parcs nationaux et de la faune; ceux-ci ont été impliqués dans des fusillades et des arrestations de "braconniers"<sup>11</sup> présumés. Toutefois, rien ne prouve que les Tshwa aient été mêlés à des crimes liés à la faune, ou à des trafics de produits issus de la faune en 2018.

Le Parc national de Hwange (*Hwange National Park* (HNP)) est la plus grande zone protégée du Zimbabwe et un site touristique de premier ordre. Couvrant une superficie de 14 651 km<sup>2</sup>, Hwange abrite la population la plus importante et la plus diversifiée d'animaux sauvages, de reptiles, d'amphibiens et d'oiseaux dans le pays. Il possède une riche histoire archéologique et contient des sites de chasseurs-cueilleurs, d'agriculteurs, de commerçants et d'explorateurs. Hwange, qui a été le témoin du déplacement des San et d'autres peuples autochtones dans les années 1920, est un moteur économique important pour l'ouest du Zimbabwe. Les descendants des Tshwa qui ont été déplacés pour faire place à la création du Parc national, aujourd'hui inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité, vivent désormais à Tsholotsho et à Bulilima-Mangwe. Ils entretiennent tous de nombreux échanges avec d'autres groupes, y compris les Nambya, les Kalanga et les Ndebele; certains Tshwa travaillent d'ailleurs pour ces autres groupes contre de la nourriture, de l'argent et d'autres biens.<sup>13</sup> En novembre 2018, des représentants du gouvernement ont fait savoir au *Tsoro-o-tso San Development Trust* que, pour leur propre bénéfice, les Tshwa pourraient aménager un camp touristique à l'intérieur de Hwange auquel les visiteurs pourraient accéder par une barrière, située à la limite sud du parc.

Dans la vallée du Zambèze moyen, les Doma sont également en proie à un différend homme-faune (*human-wildlife conflict*, HWC), et font face à des difficultés du fait que leurs champs soient envahis par les éléphants et les antilopes, et que leur bétail est tué par les lions et d'autres prédateurs. Les terres des Doma ont déjà été limitées par la création du Parc national de Chewore et de la zone de safari de Dande, ainsi que par les effets combinés de l'exode rural et de la croissance démographique. Les Doma maintiennent qu'ils cherchent à avoir accès à des terres supplémentaires, terres sur lesquelles ils pourraient obtenir des droits légaux.<sup>14</sup>

Plusieurs Doma ont été abattus et arrêtés en raison d'activités de braconnage présumées dans la région de Kanyemba et dans l'aire de safari de Chewore. Les relations entre les

Doma et les éclaireurs près du Département des Parcs nationaux et de la gestion de la faune sauvage restent tendues.

### **Genre, jeunesse et participation**

Des personnes appartenant aux peuples Tshwa que Doma ont déclaré lors de réunions communautaires qu'ils continuaient d'être préoccupés par le fait que les femmes et les enfants soient exposés à des violences physiques et verbales, domestiques et autres.

Contrairement au Botswana, à la Namibie et à l'Afrique du Sud, le Zimbabwe ne dispose pas d'un réseau pour la jeunesse San (*San Youth Network*), en partie parce que la plupart des San n'a pas accès à Internet.

La politique nationale d'égalité des sexes, qui met l'accent sur le bien-être des femmes, a été présentée aux Tshwa à Tsholotsho lors de réunions communautaires en 2018, et elle a été saluée positivement.

Un nombre accru d'enfants Tshwa ont pu se rendre à l'école dans le district de Tsholotsho en 2018, bien que le taux d'abandon en classe de cinquième (*7th grade*) demeure cependant toujours élevé. Le *Tsoro-o-tso San Development Trust* fournit un appui à deux centres de développement de la petite enfance (DPE) dans les sous-districts des quartiers 7 et 8, et l'ONG aide à couvrir les frais de scolarité des enfants Tshwa qui vont à l'école secondaire.

La même année, avec le soutien de Plan International, une ONG, le gouvernement du Zimbabwe a ouvert une nouvelle école primaire à Mgodimasili, dans le district de Tsholotsho, afin d'accueillir la communauté San. Auparavant, les enfants des écoles San devaient parcourir plus de 10 km pour se rendre aux seules écoles primaires situées dans les zones de Butababili et Skente. Même si l'école est désormais plus proche pour certains enfants Tshwa, le problème des frais de scolarité reste un enjeu pour eux.<sup>16</sup>

Le 6 septembre 2018, a été annoncé qu'un linguiste de l'Université du Zimbabwe aiderait à payer les frais de scolarité de 24 élèves San qui fréquenteraient l'école secondaire Landa John Nkomo à Tsholotsho tant que l'école continuerait d'enseigner la langue Tsjwao/Tjwao entre ses murs, une recommandation approuvée par le *Tsoro-o-tso San Development Trust*, depuis longtemps préoccupé par la nécessité pour les élèves San de recevoir une éducation qui soit dispensée dans leur propre langue.<sup>17</sup>

### **Espoirs pour l'avenir**

Fin 2018, les peuples autochtones du Zimbabwe continuaient de faire pression sur le gouvernement pour qu'il leur accorde un traitement équitable et juste devant la loi, ainsi que la pleine reconnaissance de leurs droits sociaux, politiques, économiques et culturels. Certains Tshwa et Doma ont déclaré qu'ils se sentaient encouragés par le fait que le nouveau gouvernement élu en juillet 2018 pourrait sans doute mieux répondre à leurs préoccupations. Les défenseurs des droits humains et les ONG sont également quelque peu encouragés par le fait qu'ils semblent pouvoir avoir davantage voix au chapitre concernant la situation des communautés autochtones et marginalisées au Zimbabwe.

## Notes and références

1. Zimbabwe Human Rights Commission (ZHRC) 2018. *Preliminary Election Monitoring Report, 23 – 31 July, 2018*. Harare: Zimbabwe Human Rights Commission. [www.zhrc.org](http://www.zhrc.org) (accessed 24 December 2018).
2. N. Ndlovu, 2018. Elections a distant Spectacle for the San. *Zimbabwe Independent*, 24 May 2018.
3. D. Ndlovu 2018a. *Annual Report of the Tsoro-o-tso San Development Trust for 2018*. Tsholotsho: Tsoro-o-tso San Development Trust; D. Ndlovu 2018b. Socialization and re-socialization of the Tjwa in Zimbabwe: A struggle to maintain cultural identity Tsholotsho: Tsoro-o-tso San Development Trust; D. Ndlovu 2018c. *My Culture, My Pride: Reclaiming the Tjwa Cultural Identity*. Tsholotsho: Tsoro-o-tso San Development Trust. See also R.K. Hitchcock, B. Begbie Clench, D. Ndlovu, A. Murwira, and I. Mberengwa 2018. Land, Livelihoods, and Empowerment among the San of Zimbabwe. In *Research and Activism Among the Kalahari San Today: Ideals, Challenges, and Debates*, R. Fleming Puckett and Kazunobu Ikeya, eds. pp. 251-282. Senri Ethnological Studies 99. Osaka: National Museum of Ethnology.
4. Ian Scoones, Blasio Mavedzenge, Felix Murimbarimba and Chrispen Sukume 2018. Labour after Land Reform: The Precarious Livelihoods of Former Farmworkers in Zimbabwe. Development and Change DOI: 10.1111/dech.12449. Information from Tshwa and Doma community members, March, July and December 2018.
5. Interview data from Tshwa and Doma, July, November and December 2018.
6. Staff Writer 2018. Rights Body Delays Releasing San report. *Daily News Live*, 2 May 2018
7. Information from NGOs working in Tsholotsho, including Plan International, Childline and the African Bush Camps Foundation.
8. S. Nkala 2018. Land, language, identity of San people conference on cards. *Newsday Zimbabwe Daily*, 14 February 2018.
9. T. Gumpo and A. Sibanda 2018. San Community Did Not Benefit from Land Reform: Activist. *Newsday*, 19 February 2018
10. Tsoro-o-tso San Development Trust, personal communication, 5 December 2018
11. Bhejane Trust, August 2018 Newsletter.
12. T. Wriston, and G. Haynes 2018. Sediments, soils, and the expansion of farmers into a forager's world: A Geoarchaeological study of the mid-to-late Holocene in Hwange National Park, Zimbabwe. *Quaternary International* 466(b):324-426; Simon Makuvaza, personal communication, 26 June 2018.
13. S.M. Ncube, 2018. An Examination of the Impact of the Historical Cultural Contact Between the Kalanga and San Groups in Western Zimbabwe Since the Pre-colonial Period: The Case of Bulilima. B.A. thesis, Midlands State University, Gweru, Zimbabwe.
14. Statements from Doma, personal communications, 18 and 20 July 2018
15. Akwei Ismail 2018. VaDoma, the Zimbabwean Ostrich Tribe with rare 'two-toed Condition. *Face 2 Face*. 7 May 2018.
16. O. Gagare 2018. Living on the edge: Exploited and marginalised by the communities around them, Zimbabwe's San fight an uphill battle for survival. *Africa in Fact*, 23 November 2018.
17. Sunday News Reporter 2018. Khoisan to be Taught in Tsholotsho. *Sunday News (Zimbabwe)*, 16 September 2018.

**Davy Ndlovu** is a member of the Tsoro-o-tso San Development Trust, Tsholotsho, Zimbabwe, [mdavadavy@gmail.com](mailto:mdavadavy@gmail.com)

**Robert Hitchcock** is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organisation devoted to assisting people in southern Africa, [rkhitchcock@gmail.com](mailto:rkhitchcock@gmail.com)

**Ben Begbie-Clench** is a consultant working on San issues in Namibia who works with the Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), [benbegbie@gmail.com](mailto:benbegbie@gmail.com)

Source : IWGIA *The Indigenous World 2019*  
Traduction en français pour le GITPA par **IWGIA**